

Il faut reconnaître qu'un millionnaire, par exemple, n'empile pas ses millions dans un coin de sa chambre à coucher. Il dépense, il fait profiter son argent, il le met en circulation en le plaçant dans des constructions ou des agrandissements, il met ainsi son initiative en évidence, car cet argent sert à payer des salaires, à acheter des matériaux, etc.

Quand on taxe celui qui possède quelque chose, on l'empêche naturellement de procéder à de telles réalisations. Voilà ce qu'on ne comprend pas. Quand on enlève à celui qui possède pour le donner à celui qui ne possède pas, ce n'est pas une façon de favoriser l'entreprise privée, l'initiative personnelle. C'est une solution socialiste, une solution communiste, comme celle que préconise le système actuel. C'est la redistribution au détriment de ceux qui possèdent quelque chose.

Monsieur le président, il faut quand même regarder les faits tels qu'ils sont. L'ancien ministre des Finances continuait, et je cite:

... les peuples des pays riches accepteront plus facilement de redistribuer leurs richesses afin d'assister les autres, s'ils ne se montrent eux-mêmes désireux de le faire. Nous pouvons même voir les parlements et les assemblées législatives dans le monde entier poursuivre leurs débats annuels sur l'aide aux pays étrangers en se demandant non pas comment la contracter mais plutôt comment ajouter aux programmes existants.

On demande d'améliorer les programmes en vigueur, et l'actuel ministre des Finances nous répond toujours: On n'a pas d'argent. Pourtant, c'est le même ministre des Finances que nous avons présentement, et qui n'est pas à la Chambre, parce qu'il s'est sauvé tantôt. A tout événement, c'est lui qui est allé en France, récemment. Il est aussi allé à Bonn, assister à une rencontre avec les neuf autres pays les plus riches du monde, pour décider du sort de la France. C'est à cette occasion que le gouvernement canadien acceptait de verser 100 millions de dollars pour venir en aide aux Français, afin de remonter la valeur du franc et d'en maintenir la valeur sur le plan international.

Monsieur le président, d'où viennent ces 100 millions que le gouvernement a promis pour maintenir la stabilité monétaire française? L'honorable ministre des Finances ne le dit pas. Au fait, ces 100 millions de dollars ne figurent pas dans le budget national. Ce sont des crédits, des chiffres de l'ordre de 100 millions, que l'on donne, sous prétexte de sauver le système financier français.

Mais si l'on demande à l'honorable ministre d'aider à la mise en valeur de nos richesses, il nous dit: Nous n'avons pas d'argent, nous ne pouvons rien faire. Pourtant, lorsqu'il s'agit d'aider un autre pays, tout de suite les Canadiens sont là. Il est même question d'accorder encore \$8,800,000 à l'Inde, sans intérêt, pour

une période de 50 ou 60 ans. Le ministre des Finances a les moyens de faire cela. On dit: Oh! ce n'est pas de l'argent que nous leur avançons, c'est du crédit.

Mais pour quelle raison ne se sert-on pas de crédit de ce genre pour financer le développement de notre pays? Le crédit qui est bon pour l'Inde devrait l'être pour les municipalités canadiennes. Ce crédit serait bon pour la province de Québec, la province d'Ontario, la province du Manitoba, les provinces Maritimes, qui crient actuellement après l'honorable ministre des Finances et le gouvernement pour leur demander de l'aide financièrement. Non, on n'a pas les moyens; on ne peut pas aider les provinces avec la même sorte de crédit qu'on accorde à l'Inde, à l'Asie ou à l'Afrique, et on trouve cela logique.

• (4.50 p.m.)

Les journaux mentionnent les prêts à l'Inde, mais ils ne parlent jamais, par exemple, de la raison pour laquelle on ne peut faire la même chose pour les Canadiens. Je soulève ce point à la Chambre depuis six ou sept ans. Au fait, cela fait au moins 11 ans que je crie de rendre financièrement possible ce qui est physiquement réalisable au Canada, mais les journaux n'ont pas le temps d'y faire allusion. Contrôlée par la finance, étouffée, puis étranglée, la presse—je parle de la presse en général—oriente le peuple dans le mensonge et cache la vérité au peuple canadien.

Quand on fait des suggestions plausibles, des suggestions qui s'apparentent à ce que le gouvernement fait à l'endroit des pays étrangers, la presse n'a pas d'espace pour le mentionner. On l'insérera dans la chronique de la nécrologie, par exemple, mais sans trop de publicité. On a peur, parce que la finance le recommande. Les journaux sont des esclaves payés par la finance et l'honorable ministre des Finances le sait. On les entend rouspéter seulement quand le gouvernement adopte une législation qui leur tape dessus un peu ou qui les taxe davantage. A ce moment-là, ils reconnaissent notre existence.

Mais cela ne fait rien, monsieur le président. Nous allons quand même transmettre le message à toute la population, parce que les crédits que nous étudions présentement sont déjà dépensés et nous ne pouvons rien y changer. Toutefois, cela nous fournit l'occasion de signaler au ministre des Finances ce que nous pensons de son système de singe, et il ne peut pas dire que nous sommes dans l'erreur. Au fait, il sait que nous avons raison, mais, comme d'autres, il est payé pour ne pas comprendre que nous avons raison, pour faire accroire que ce que nous disons n'a pas de sens. Ce sont des gens qui ne sont pas libres de dire ce qu'ils veulent. On va à Bonn pour dire quoi? Ce qui est dicté par la finance